

*DYNAMIQUES DÉMOGRAPHIQUES
COLOMBIENNES :
DU NATIONAL AU LOCAL*

Françoise DUREAU*
Carmen Elisa FLOREZ**

Selon les dernières projections établies par le DANE¹ (1992), la Colombie compte 35 millions d'habitants en 1995, soit, sur un territoire national de plus d'un million de km² une densité d'environ 30 habitants/km², relativement faible dans le contexte latino-américain ; le rythme de croissance démographique avoisine 1, 7% par an. Concentrée sur le tiers du territoire national - les hauts plateaux des Andes, les vallées interandines et la Côte Caraïbe - et plus spécialement dans les villes, la population colombienne n'occupe que très faiblement les vastes étendues des Llanos orientaux, de l'Amazonie et de la Côte Pacifique.

En matière de démographie colombienne, la description de certains aspects de la situation actuelle relève déjà de la prospective. Certes la fécondité, phénomène démographique objet de toutes les attentions nationales et internationales, est bien connue : c'est le phénomène démographique le mieux mesuré et analysé. La mortalité a également fait l'objet d'une production d'informations suffisante pour pouvoir dresser un panorama de la situation présente. En revanche, en l'absence des résultats du recensement de 1993, ou d'enquête sur les migrations, un grand nombre d'inconnues demeurent quant à la dynamique actuelle du peuplement en Colombie : à l'échelle du pays, on ne dispose d'aucune mesure de flux depuis 10 ans, et la distribution géographique actuelle de la population n'est appréhendée qu'à partir de projections de population basées sur le recensement de 1985.

Cependant, même si l'ampleur des transformations, la rapidité des évolutions, mais aussi l'importance des écarts et inégalités caractérisent la démographie colombienne, le futur démographique national est déjà bien engagé dans un pays très urbanisé et à un stade avancé de la transition démographique. Dans un tel contexte,

* Chercheur ORSTOM ; ** Chercheur, CEDE, Université Los Andes, Bogota.

Fonds Documentaire ORSTOM



010013256

Fonds Documentaire ORSTOM

Cote : Bx 13256 Ex : 1

l'inertie propre aux phénomènes démographiques réduit fortement les marges du possible. On peut donc envisager à l'échelle du pays de dégager les grands traits de l'histoire démographique récente de la Colombie et dresser un bilan de la situation actuelle sans abuser du conditionnel. On poussera l'exercice jusqu'aux premières années du prochain millénaire, lorsque les données et les tendances le permettront.

Le présent et l'avenir démographiques ne sont pas trop incertains à l'échelon du pays. Par contre, à l'échelon local, où s'expriment avec toute leur force les inégalités de la société colombienne, et sans connaissance fine des formes actuelles de la mobilité spatiale, le diagnostic démographique demeure très précaire. Pourtant, dans un contexte de décentralisation, c'est bien à ce niveau que l'enjeu devient majeur ; et c'est aussi à ce niveau que la gravité de certaines situations, comme celle des Altos de Cazuca présentée à la fin de ce chapitre, impose d'agir sans attendre le troisième millénaire. Une observation récente dans ce quartier illégal de la périphérie métropolitaine de Bogota² nous donnera ainsi l'occasion d'appréhender certaines réalités démographiques actuelles à l'échelon local. Nous verrons quelles sont les pratiques résidentielles mises en oeuvre par les populations les plus démunies pour satisfaire leur besoin de logement, mais aussi certaines de leurs conséquences appelant des mesures d'urgence.

L'ÉVOLUTION DE LA POPULATION COLOMBIENNE ET SES COMPOSANTES

Moins d'un siècle aura été nécessaire pour multiplier par huit la population colombienne, qui ne comptait que 4 millions d'habitants au début du siècle. Les recensements de population permettent d'identifier les changements dans le volume et le rythme d'accroissement de la population colombienne ; trois phases principales se dégagent du Tableau 1 :

- 1 : jusqu'au début du 20^{ème} siècle, la population colombienne n'augmente que faiblement, avec des taux d'accroissement annuels de l'ordre de 0,5% à 1% ;

- 2 : le rythme de croissance démographique s'accélère ensuite, jusqu'au milieu des années 1960 où le taux dépasse 3% par an entre les recensements de 1951 et 1964 : la population colombienne se trouve ainsi multipliée par 2 en un quart de siècle, atteignant 18 millions d'habitants en 1964 ;

- 3 : les taux d'accroissement baissent progressivement, et retrouvent entre 1973 et 1985 leur niveau des années antérieures à 1938, de l'ordre de 2% par an.

Sur l'ensemble de cette période, la migration internationale n'a joué qu'un rôle négligeable dans la croissance de la population colombienne. Même si le manque de données rend délicate l'estimation du volume de la migration internationale, l'analyse des recensements montre néanmoins que jusqu'en 1964 la population colombienne peut être considérée comme une population fermée. En revanche, à partir du

milieu des années 1960, l'émigration internationale se traduit par une ponction importante de population, en direction des États Unis, du Venezuela et de l'Équateur. Durant la décennie 1964-73, près de 700.000 Colombiens, en majorité des hommes, ont quitté le pays (Florez et al., 1987). L'exode des Colombiens vers l'extérieur se ralentit nettement à la fin des années 1970 ; on estime à 1,5‰ le taux annuel d'émigration internationale pendant les années 1980, alors qu'à la même époque le taux d'accroissement naturel atteignait 19‰ (Florez et Cano, 1993).

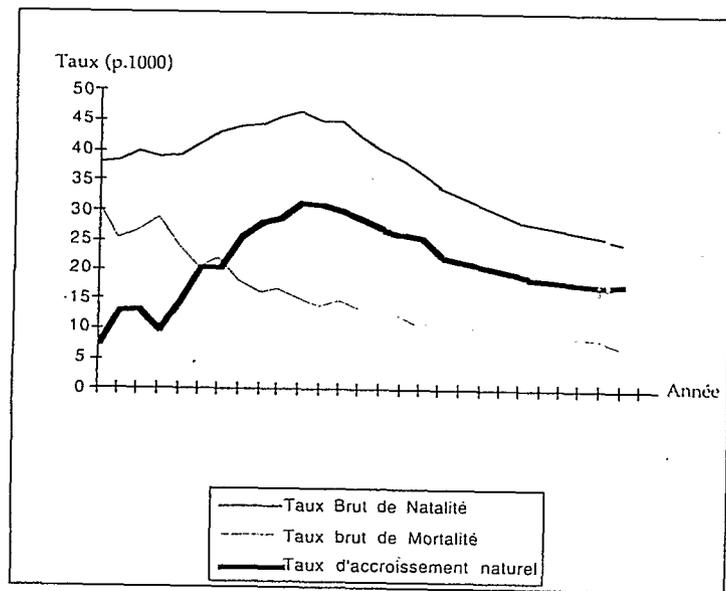
C'est donc dans l'évolution du rythme d'accroissement naturel, et de ses composantes de natalité et mortalité, que réside quasi intégralement l'explication de la dynamique de la population colombienne. La faible croissance démographique observée jusqu'à la fin du 19^{ème} siècle résultait d'une natalité et d'une mortalité élevées. Dans la deuxième phase, la baisse de la mortalité, combinée à une fécondité toujours élevée a engendré le fort accroissement démographique des années 1960, souvent qualifié "d'explosion démographique" (Figure 1). Ensuite, la réduction de la natalité a entraîné une diminution progressive, encore en cours, du rythme de croissance de la population. On retrouve donc en Colombie les trois premières phases de la "transition démographique", selon l'expression consacrée désignant ce processus évolutif qui fait passer les populations d'un régime démographique caractérisé par une mortalité et une natalité élevée, à un régime démographique à mortalité et natalité faibles. A l'heure actuelle, la Colombie fait partie du groupe de pays d'Amérique latine où la transition démographique est à un stade bien avancé, mais la fécondité y est encore supérieure à celle des pays du Cône Sud et de certains pays des Antilles.

TABLEAU 1
POPULATION TOTALE DE LA COLOMBIE 1825 - 1995

Année	Population totale (milliers hab.)	Période	Taux d'accroissement annuel (%)
1825	1223,6	1825 - 1843	1,4
1843	1995,3	1843 - 1851	1,5
1851	2243,7	1851 - 1905	1,7
1905	4355,5	1905 - 1912	2,2
1912	5072,6	1912 - 1918	2,4
1918	5855,8	1918 - 1938	2,1
1938	8701,8	1938 - 1951	2,2
1951	11 548,2	1951 - 1964	3,3
1964	17 914,5	1964 - 1973	2,7
1973	22 937,9	1973 - 1985	2,1
1985	29 481,1	1985 - 1990*	1,8
1990*	32 299,8	1990 - 1995*	1,7
1995*	35 098,7		

Source : DANE, recensements de population
* Projection (DANE, 1992)

FIGURE 1
ÉVOLUTION DES TAUX DE NATALITÉ, MORTALITÉ ET ACCROISSEMENT NATUREL
COLOMBIE, 1938 - 1990



Sources : Banguero et al. , 1983 et DANE, 1992.

MODALITÉS DE LA TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE COLOMBIENNE

Une transition démographique particulièrement rapide

La Colombie a amorcé sa transition démographique à la fin des années 1930, époque à laquelle débute une nette réduction de la mortalité : en seulement 20 ans, le taux brut de mortalité¹ a chuté de 25‰ à 14‰ (Tableau 2).

L'amélioration sensible et rapide des conditions sanitaires a permis à la population d'atteindre des niveaux d'espérance de vie relativement élevés par rapport à la moyenne latino-américaine : l'espérance de vie à la naissance² est passée de 44 ans en 1938, à 51 ans en 1951, 61 ans en 1978, pour atteindre 68 ans en 1988. Depuis une dizaine d'années, l'allongement de l'espérance de vie, et plus particulièrement celle des hommes, se trouve freiné par la violence qui sévit dans le pays (Ruiz et Rincon, 1991)³ : on observe actuellement une surmortalité masculine spécialement marquée dans les âges adultes intermédiaires (entre 25 et 45 ans), entraînant une dif-

férence de plus en plus nette dans l'espérance de vie à la naissance des deux sexes, de presque 8 ans en 1990 (Florez et Mendiez, 1995). La mortalité infantile⁶, facteur clef dans l'évolution de l'espérance de vie à la naissance, poursuivrait, à un rythme plus lent, la baisse amorcée à la fin des années trente : de 200‰ en 1938, le taux de mortalité infantile est passé à 125‰ en 1953, 61‰ en 1978, et 29‰ en 1988. Des niveaux proches de 15‰ sont attendus pour la fin du siècle.

TABLEAU 2
TAUX BRUTS DE NATALITÉ, MORTALITÉ ET ACCROISSEMENT NATUREL
COLOMBIE, 1940 - 1980

Année	Taux brut de natalité (%)	Taux brut de mortalité (%)	Taux d'accroissement naturel (%)
1940	38,3	25,1	13,2
1950	43,0	22,1	20,9
1960	45,1	13,9	31,2
1970	36,4	10,5	25,9
1980	28,9	9,3	19,7
1990	25,0	7,2	17,8

Sources : Banguero et al. , 1983 et DANE, 1992

Du fait de la baisse de la fécondité, le taux brut de natalité⁷ a commencé à diminuer au début des années 1960, passant de 45,1‰ en 1960 à 28,9‰ en 1980 (Tableau 2). Le taux global de fécondité⁸ a chuté de 7,04 en 1960-64, à 4,6 en 1973, 3,6 en 1980 et 2,9 en 1989-90. La rapidité du déclin de la fécondité au cours de cette période - diminution de près de la moitié en moins de 20 ans -, et notamment avant 1973, a conduit de nombreux auteurs comme Potter (1976) à qualifier l'expérience colombienne de "transition démographique sans précédent".

Pendant les décennies durant lesquelles le pays vivait la transition démographique, se sont produits d'importants changements structurels en relation avec le processus de développement. Même s'il n'est pas possible d'examiner en détail les différents aspects de ces changements économiques et sociaux, nous retiendrons ici ceux ayant eu un impact particulièrement important sur la dynamique démographique :

- les campagnes de santé préventive, réalisées par le gouvernement à partir des années 1950, ont considérablement accéléré la baisse de la mortalité ;
- l'augmentation des crédits publics dans le secteur éducatif à partir de 1950 a permis de réduire sensiblement le taux d'analphabétisme (de 48% en 1938 à 20% en 1973), et d'augmenter le taux de scolarité primaire (de 56% en 1951 à 90% en 1973) ;
- l'urbanisation rapide du pays : ces programmes en matière de santé publique et d'éducation ont favorisé les villes comparativement aux campagnes. En outre, les politiques de modernisation de l'agriculture et de soutien à l'industrie et à la construction ont été mises en place pendant les années 1960 et 1970. Les conditi-

se sont trouvées alors réunies pour que se développe un exode rural massif durant les années 1960, faisant passer le degré d'urbanisation de 29% en 1938 à 59% en 1973. En rendant plus accessibles à un grand nombre de personnes concentrées en ville l'éducation, la santé et les services publics comme l'eau potable, mais aussi les moyens de contrôle de naissance, et en offrant plus d'opportunités de travail, l'urbanisation a eu un impact considérable sur les niveaux de mortalité et de fécondité du pays ;

- avec l'accord tacite du gouvernement, le secteur privé a commencé à offrir à la fin des années 1960 des services de planification familiale, accélérant la baisse de la fécondité amorcée au début de la décennie : en 1990, les deux tiers des femmes mariées ou vivant maritalement utilisent un moyen de contrôle des naissances ;

- l'élévation du niveau d'éducation des femmes a contribué à une participation croissante de celles-ci au marché du travail (le taux global de participation féminine est passé de 34% en 1976 à 47% en 1990), tout particulièrement dans des emplois modernes, rémunérés, ayant pour effet de retarder la nuptialité et de diminuer la fécondité.

L'ensemble de ces changements permettent de comprendre comment le processus de modernisation et les politiques en matière d'éducation et de santé publique ont contribué à la réalisation de la transition démographique en Colombie, et en ont déterminé les modalités dans les différents segments de la population colombienne.

Des situations démographiques très hétérogènes

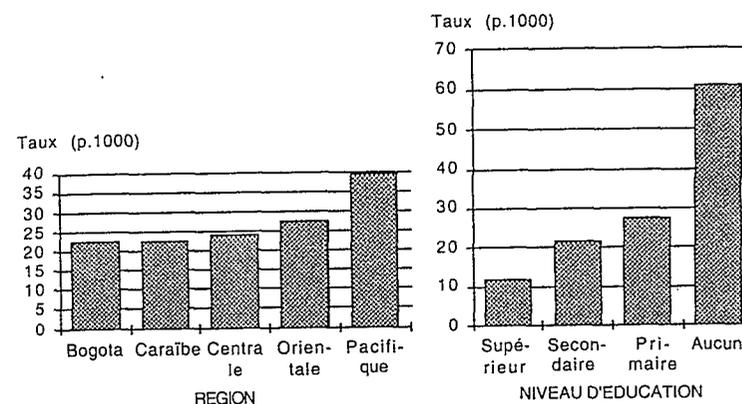
La transition démographique ne s'est pas réalisée de façon homogène sur l'ensemble du pays : elle a été nettement plus précoce dans les zones urbaines et plus rapide parmi les classes aisées.

Les taux de mortalité infantile présentés dans la Figure 2 témoignent de l'ampleur des différences au sein de la population colombienne. Élément clef dans les connaissances et pratiques en matière de nutrition et de prévention des maladies, le niveau d'éducation de la mère est l'un des principaux déterminants de la mortalité infantile comme de la mortalité des enfants de moins de 5 ans. Ainsi, selon l'enquête "Démographie et santé" de 1990 (Profamilia), la mortalité infantile est presque six fois plus élevée pour les femmes n'ayant jamais étudié (taux de 60‰) que pour celles ayant suivi des études supérieures (11‰). Au niveau régional, c'est dans la capitale, Bogota, et dans les régions Centre et Côte Caraïbe que la mortalité infantile est la plus faible (22 à 24‰), tandis que la Côte Pacifique, en marge du processus de développement du pays, se caractérise par les plus forts taux (39, 5‰).

La baisse de la fécondité en milieu rural a été importante, comme en ville. Les niveaux observés dans les zones rurales en 1980 sont certes aussi élevés que ceux des villes en 1968 (5, 1 enfants par femme), mais dans un contexte bien différent, de

fécondité de type moderne marqué par le contrôle des naissances. Le comportement reproductif dans les campagnes se serait transformé avec un décalage de quasiment 12 ans par rapport à l'évolution observée en ville. Au cours des dernières années, la baisse de la fécondité dans les zones urbaines semble se ralentir, tandis que la fécondité rurale continue de diminuer sensiblement, réduisant ainsi le différentiel entre villes et campagnes : en 1987-90, les femmes citadines avaient en moyenne 2,5 enfants, et les femmes vivant à la campagne 3,8.

FIGURE 2
TAUX DE MORTALITÉ INFANTILE SELON LA RÉGION DE RÉSIDENCE
ET LE NIVEAU D'ÉDUCATION DE LA MÈRE. COLOMBIE, 1980-90



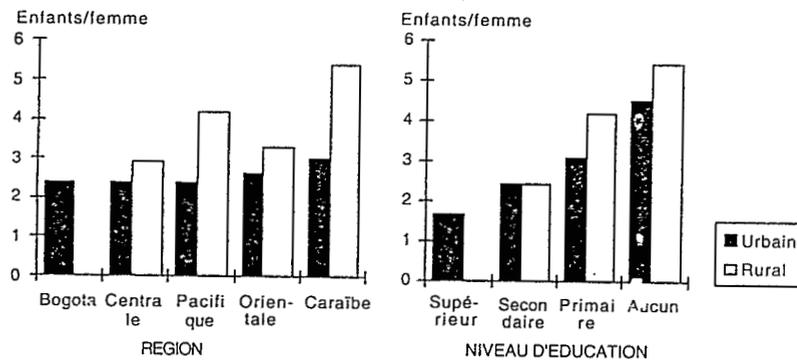
Source : Profamilia (1991)

Outre le milieu d'habitat, d'autres facteurs déterminent des écarts importants en matière de comportement reproductif : c'est notamment le cas de la région et du niveau d'éducation des femmes (Figure 3). Même si ces différentiels ont eux aussi diminué au cours de la dernière décennie, les femmes des zones rurales, ayant un faible niveau d'éducation, résidant dans la région de la Côte Caraïbe se distinguent toujours du reste de la population colombienne par le niveau élevé de leur fécondité (Flores, 1994). A la fin des années 1980, les femmes n'ayant pas fréquenté l'école avaient, en moyenne, 4,9 enfants, soit deux fois plus que les femmes ayant été au collège (2,4), et trois fois plus que les femmes ayant suivi des études universitaires (1,6).

Les facteurs culturels jouent un rôle important dans l'explication des différentiels géographiques et socio-économiques de la fécondité en Colombie. Prenons l'exemple de la Côte Caraïbe. Cette région de Colombie n'est pas la moins urbanisée, ni celle où la femme a le statut le plus bas (en termes d'une moindre insertion professionnelle, ou d'un plus faible niveau d'éducation) ; ce n'est pas non plus la

région où la mortalité infantile est la plus élevée (Figure 2) ; enfin, l'accès aux services de planification familiale n'y est pas spécialement difficile. Mais, l'ensemble des variables intermédiaires ont pour effet de favoriser un niveau de fécondité élevé dans cette région : la rareté du célibat, la jeunesse au moment de la première union, et la fréquence du concubinage se combinent dans cette région avec une faible demande en services de planification familiale, une descendance désirée la plus élevée du pays et un faible usage des méthodes contraceptives, modernes comme traditionnelles. La population de cette région a des valeurs culturelles et des structures familiales semblables à celles d'autres pays des Caraïbes, mais qui se démarquent nettement de celles du reste de la Colombie : ce sont elles qui expliquent, en partie, les plus forts niveaux de fécondité observés sur la Côte Caraïbe (Florez, 1990).

FIGURE 3
TAUX GLOBAL DE FÉCONDITÉ SELON LA RÉGION DE RÉSIDENCE
ET LE NIVEAU D'ÉDUCATION. COLOMBIE, 1987 - 90



Source : Profamilia (1991)

Perspectives pour les dix prochaines années

Il est probable que le processus de transition démographique se poursuive au moins jusqu'à la fin du siècle, avec toutefois une intensité moins soutenue qu'au cours de la période 1960-78. Les projections de population du DANE⁹ prévoient une baisse progressive du taux d'accroissement de la population colombienne, de 1,5% pour la période 1995-2000 à 1,3% pour la période 2000-2005 : mais on sera alors encore loin du taux de croissance zéro, qui ne pourra être atteint avant le milieu du 21^{ème} siècle.

Selon ces projections, la population du pays franchirait le seuil des 40 millions d'habitants en l'an 2005 : le pays compterait alors 5 millions d'habitants supplémen-

taires par rapport à aujourd'hui. Au delà de la croissance de l'effectif total de population, c'est l'évaluation précise des conséquences des profondes transformations qui vont affecter la structure par âge de la population du pays, qui doit être placée au coeur de la définition des politiques sectorielles. Durant la prochaine décennie, à la demande encore forte sur le système éducatif secondaire et universitaire, s'ajouteront une pression croissante sur le marché de l'emploi de la part d'une population active en forte augmentation, et une augmentation sensible de la population âgée. Quelque soit l'incertitude qui pèse sur des projections démographiques établies sans même disposer des résultats du recensement de 1993, ce contexte sera le lot de la Colombie au début du troisième millénaire : il est le produit de l'histoire démographique récente du pays. L'importance des transformations des structures démographiques de la prochaine décennie est à la mesure de la rapidité du processus de transition démographique colombien.

Même une fois atteinte la phase de stabilisation de la transition démographique dans les premières années du prochain millénaire, de grandes différences subsisteront entre villes et campagnes, et entre classes sociales (Florez, 1990). L'ampleur des inégalités démographiques demeurera une caractéristique majeure du pays tant qu'il restera traversé par de profondes inégalités sociales, à l'échelle du pays comme à l'échelon local.

URBANISATION ET MIGRATION

Tandis qu'en 1950 à peine plus d'un tiers de la population colombienne résidait en ville¹⁰, la population urbaine représentait déjà les 2/3 de la population totale au début des années 1980 : en l'espace de 30 ans, la Colombie est passé du stade d'un pays rural à celui d'un pays très urbanisé. Avec un degré d'urbanisation¹¹ de 69, 5% en 1990, la Colombie se trouve maintenant dans une situation correspondant à la moyenne observée pour l'ensemble des pays latino-américains (71, 2%) (Tableau 5).

Les composantes de la croissance urbaine

Comme dans de nombreux autres pays latino-américains (COSIO, 1995 : 48), c'est entre 1950 et le milieu des années 1960 que le rythme de croissance urbaine a connu son maximum en Colombie, avec des taux d'accroissement annuel dépassant 5, 5%. A partir de 1964, la croissance de la population urbaine se ralentit progressivement, passant à 4% entre 1964 et 1973, puis 3% durant la période 1973-1985 (Tableau 4). En effet, depuis le milieu des années 1960, deux phénomènes contribuent à un ralentissement de la croissance urbaine. D'une part, sous l'effet de la baisse de la fécondité, le rythme d'accroissement naturel de la population diminue :

TABLEAU 3 : URBANISATION ET CROISSANCE URBAINE : DÉFINITIONS

Pour analyser l'évolution du processus d'urbanisation et de ses composantes, il importe de différencier deux termes, objets de trop fréquentes confusions :

- la croissance urbaine rend compte de l'augmentation du nombre de personnes résidant dans des localités urbaines. Le taux de croissance urbaine correspond au taux d'accroissement annuel de la population urbaine. La croissance urbaine peut se poursuivre dans un pays déjà totalement urbanisé, sous le simple effet de la différence entre naissances et décès, c'est-à-dire par accroissement naturel.

En effet, la croissance urbaine résulte de deux composantes :

- l'accroissement naturel (différence entre natalité et mortalité) de la population urbaine ;
- le transfert net de population entre localités rurales et urbaines, qui inclut :
 - d'une part, le solde migratoire entre ces deux types de localités ;
 - d'autre part, la reclassification des localités, passant du statut de localités rurales à celui de localités urbaines ;

- l'urbanisation rend compte de l'augmentation de la proportion de la population totale résidant dans des localités urbaines. Cette part de population vivant en ville est appelée degré d'urbanisation. Le taux d'urbanisation correspond au taux d'accroissement annuel du degré d'urbanisation. Il est égal à la différence entre les taux d'accroissement de la population urbaine et de la population totale. Dans un pays totalement urbanisé, le taux d'urbanisation tend à devenir nul.

Source : Chackiel et Villa, 1993.

TABLEAU 4 : POPULATION URBAINE ET RURALE SELON LES RECENSEMENTS : EFFECTIFS ET TAUX D'ACCROISSEMENT. COLOMBIE, 1938 - 1985

Année	Population (milliers)		Période	Taux d'accroissement annuel (%)	
	Urbain	Rural		Urbain	Rural
1938	2 533,7	6 168,1	1938 - 1951	4,4	1,1
1951	4 468,4	7 079,7	1951 - 1964	5,6	1,5
1964	9 316,7	8 597,8	1964 - 1973	4,0	0,9
1973	13 548,2	9 367,0	1973 - 1985	3,0	- 0,2
1985	19 380,0	9 120,0			

Source : Florez et al, 1987.

d'autre part, le taux d'urbanisation connaît lui aussi une tendance à la baisse, du fait de la diminution des flux migratoires depuis les campagnes vers les villes. Ce taux passe de 24,1‰ entre 1950 et 1960, à 16,9‰ pendant la décennie suivante, 11,2‰ entre 1970 et 1980, pour atteindre seulement 7,8‰ pendant les années 1980. Le Tableau 5 le confirme : relativement tardive, l'urbanisation colombienne a aussi été particulièrement rapide si on la compare aux autres pays de la région.

Le ralentissement de la croissance urbaine depuis la fin des années 1960 s'accompagne d'une modification importante : l'évolution des composantes de cette croissance. Pendant la période intercensitaire 1951-1964, 36,6% de la croissance de

TABLEAU 5 : DEGRÉ ET TAUX D'URBANISATION. COLOMBIE ET AMÉRIQUE LATINE. 1930 - 1990

Année	Degré d'urbanisation (%)		Période	Taux d'urbanisation (‰)	
	Colombie	Amérique Latine		Colombie	Amérique Latine
1930	24,5	32,0	1930 - 1940	22,2	8,3
1940	30,6	34,7	1940 - 1950	21,9	18,1
1950	38,1	41,6	1950 - 1960	24,1	17,1
1960	48,5	49,4	1960 - 1970	16,9	15,5
1970	57,4	57,7	1970 - 1980	11,2	12,9
1980	64,2	65,6	1980 - 1990	7,8	8,1
1990	69,5	71,2			

NB : Les calculs relatifs à l'Amérique latine correspondent aux 20 principaux pays de la région. La population urbaine est définie selon les critères employés par les instituts nationaux de statistique de chacun des pays. Pour 1990, les calculs sont basés sur les projections démographiques du CELADE. Source : Chackiel et Villa, 1993.

la population urbaine était imputable à la migration (et dans des proportions moindres à la reclassification des localités). Dans la période 1973-85, cette proportion passe à 30,6% (Chackiel et Villa, 1993). L'apport des flux migratoires vers les villes s'efface progressivement au regard de l'accroissement naturel, que la jeunesse des populations citadines, produit des mouvements migratoires des décennies précédentes, maintient à un niveau élevé : même en l'absence de flux migratoires importants et avec une fécondité urbaine peu élevée, les villes colombiennes continueront de croître à un rythme encore soutenu.

Au contraire, dans les campagnes, la migration nette a freiné un rythme de croissance naturel plus élevé qu'en ville. L'histoire démographique de la Colombie a montré que les taux d'accroissement naturel en milieu rural dépassent ceux observés en ville, du fait d'une plus forte fécondité (Florez et al, 1987). Sous l'effet de l'exode rural, de 1938 à 1973, le rythme d'accroissement demeure quatre fois moins rapide en milieu rural qu'en ville ; et les taux d'accroissement de la population rurale ne dépassent jamais 1,5%, même pendant les années 1950, celles de plus forte croissance de la population colombienne. En termes d'effectifs absolus, la population rurale amorçe un léger déclin à partir des années 1980 avec un taux d'accroissement annuel moyen de -0,2% pendant la période intercensitaire 1973-85, alors qu'à la même époque la population urbaine augmente à un rythme de 3% par an.

De l'exode rural massif...

Les pages précédentes l'ont montré, la mobilité spatiale constitue un phénomène clef dans la transformation sociale et économique du pays : la migration a nettement accéléré le processus de transition démographique. C'est pourtant la variable démographique la moins bien connue, surtout pour la dernière décennie.

Les sources d'information disponibles, recensements et enquêtes auprès des ménages représentent, certes, un capital de connaissance quantitative appréciable sur l'une des formes de mobilité spatiale de la population : les migrations définitives entre municipalités ou départements. Durant les années 1960 et 1970, de nombreuses études ont utilisé cette information pour décrire l'exode rural, mais aussi développer une approche plus interprétative, en mettant en relation ce phénomène avec les autres grandes transformations de la structure de production du pays. Il est donc possible de dresser un tableau général de ce phénomène.

Depuis les années 1960, et spécialement pendant la première moitié des années 1970, la Colombie a été soumise à un vaste processus d'exode rural, sans précédent dans l'histoire démographique du pays : entre 1964 et 1973, plus de 250 000 personnes ont migré chaque année depuis les zones rurales vers les villes (Banguero, 1985). Pendant les deux années précédant le recensement de 1973, le nombre moyen annuel de migrants depuis les zones rurales vers les villes a représenté un taux annuel de migration proche de 2,2% : comparé au taux moyen de 1,4% observé durant la période 1963-73, ce taux révèle clairement la forte augmentation des flux à destination urbaine au début des années 1970 (Kugler et al., 1984).

L'intensité de la migration présente les mêmes caractéristiques par sexe et âge que celles observées dans la plupart des pays latino-américains : les migrants sont plutôt des adolescents et des jeunes adultes et sont en majorité des femmes. C'est entre 15 et 29 ans que s'observent les taux de migration les plus élevés : entre 15 et 20% pour les hommes, et 26 et 46% pour les femmes (Florez et al., 1987). Quant à la géographie de ces déplacements de population, qui s'effectuent le plus souvent individuellement et non en famille, deux caractéristiques doivent être soulignées : d'une part, l'existence de bassins migratoires bien marqués, la majeure partie des flux migratoires s'exerçant au sein même de chacune des régions, renforçant le cloisonnement régional souvent souligné à propos de la Colombie (Deler, 1991) ; d'autre part, la polarisation d'une grande part de la migration rural-urbain de cette époque par les plus grandes villes du pays (Banguero, 1985). Ainsi, entre 1964 et 1974, le taux annuel moyen de migration nette a été de l'ordre de 2,7% à Bogota, 2,1% à Medellin, 2,0% à Cali et 0,9% à Baranquilla (Florez et al., 1987). Pendant la période 1964-1973, ces 4 villes ont absorbé 40% du total des flux migratoires du pays (Rueda, 1979). En majorité, ces migrants étaient des femmes (près de 60%), et un peu plus de 60% avaient entre 10 et 24 ans, d'où des taux d'accroissement démographique très élevés dans ces villes : supérieurs à 6% par an entre 1951 et 1964, et compris entre 4,5 et 6% par an pendant la période 1964-1973¹². Recevant tout au long des deux périodes intercensitaires (1951-1964 et 1964-1973) des flux de migrants en provenance de sa propre région, mais aussi des flux numériquement importants en provenance de la région Caraïbe, Bogota croît à un rythme encore plus rapide que les autres grandes villes du pays, avec un taux voisin de 7% par an entre 1951 et 1964, et proche de 6% entre 1964 et 1973 : le poids relatif de la capitale tend donc à s'accroître pendant cette période, mais dans des proportions sans aucune

commune mesure avec la situation observée dans les autres pays latino-américains, où l'extrême polarisation des flux migratoires a conduit à un déséquilibre de la hiérarchie urbaine.

... à une diversification des formes de mobilité

Au fur et à mesure de l'augmentation du degré d'urbanisation d'un pays, la mobilité au sein des systèmes urbains, entre villes de différentes tailles et de différentes régions, prend de l'importance. Ainsi en Colombie, on note à partir de 1973 une réduction de la migration rural-urbain, principalement celle dirigée vers les grandes villes : même si la migration continue à contribuer à leur croissance, les taux d'immigration sont en baisse. En revanche, s'accroît la croissance de certaines villes de taille moyenne (75 000 à 250 000 habitants), atteignant un rythme supérieur à 4% entre 1973 et 1985. Nouveaux pôles d'attraction de la migration, ces villes correspondent à des catégories particulières, décrites par Rubiano (1992) et Gouëset¹³. Tandis que le dynamisme de certaines d'entre elles relève de leur situation frontalière ou portuaire, de leur appartenance à des zones d'intensification agricole (la zone caféière notamment), à des régions de colonisation agricole ou de mise en exploitation pétrolière ou minière, la croissance accélérée d'autres villes participe d'une logique bien différente : le développement des périphéries autour des plus grandes métropoles du pays, notamment à Bogota.

Après une phase d'exode rural intense, se sont donc produits au milieu des années 1970 des changements importants dans l'intensité et la direction des flux migratoires, conduisant à une diminution de l'apport de la migration dans la croissance démographique des grandes métropoles, et à une augmentation de cette contribution à la croissance des périphéries métropolitaines et des villes secondaires. Une diversification sensible des directions de la migration, mais aussi une plus grande complexité des trajectoires migratoires et le développement de nouvelles formes de mobilité spatiale, temporaires et/ou circulaires, marquent la dernière décennie en Colombie. Malgré l'importance des enjeux, les connaissances sur l'ensemble des formes actuelles de mobilité, sans restriction spatiale ou temporelle, demeurent largement insuffisantes. De grandes inconnues demeurent autour de questions pourtant centrales comme l'effet de la recrudescence de la violence ou du boom pétrolier sur la mobilité spatiale : à partir des données produites par le système statistique colombien, on ne peut pas prétendre mener une analyse en profondeur du système de mobilité actuel des populations. Cette analyse constitue pourtant un préalable indispensable à la compréhension de la dynamique démographique locale, et donc à la gestion locale. L'exemple de Bogota en constitue une preuve éclatante : une situation déjà rendue difficile par les évolutions démographiques et économiques et les modes de gestion passés, se trouve encore aggravée par le manque de données sur la dynamique actuelle de la capitale.

BOGOTA : UNE MÉTROPOLE EN MOUVEMENT

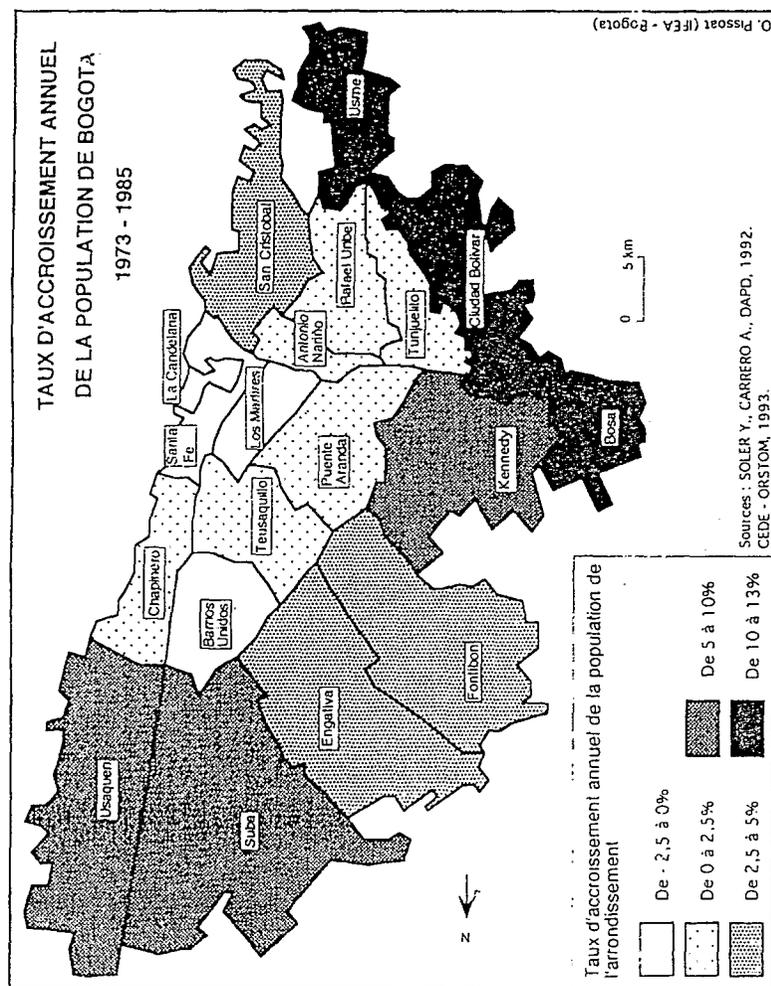
Ralentissement et redistribution géographique de la croissance

Au début des années 1960, Bogota était la capitale latino-américaine qui avait le rythme de croissance le plus rapide, avec un taux de 6,9% par an entre 1951 et 1964 (Tableau 6) : seulement 12 ans lui furent alors nécessaires pour doubler sa population, atteignant 2,5 millions d'habitants en 1970. Comme dans les autres grandes villes colombiennes, le rythme de croissance de la capitale s'est ralenti depuis une vingtaine d'années, son taux d'accroissement passant en dessous du seuil de 4% au milieu des années 1970 : fin 1993, la capitale colombienne rassemble près de 5,5 millions d'habitants, et croît à un rythme de l'ordre de 3% par an¹⁴. Dans cette évolution, se lisent clairement les effets des deux phénomènes majeurs de l'histoire démographique de la Colombie, présentés dans les pages qui précèdent : la transition démographique, et la baisse d'intensité des flux migratoires en direction des plus grandes villes du pays. Mais intervient aussi un troisième fait démographique : "la transformation des schémas de distribution géographique de l'accroissement de la population" (Granados, 1992), au profit de communes périphériques. En effet, comme de nombreuses autres métropoles latino-américaines, l'accroissement de la population est maintenant plus rapide dans les municipalités voisines de la capitale que dans la capitale proprement dite.

Au sein même du District de Bogota, la dynamique de croissance n'est absolument pas uniforme. Alors que les arrondissements¹⁵ centraux présentent des taux négatifs entre les recensements de 1973 et 1985, d'autres, tous situés dans la partie périphérique de la ville, ont des rythmes de croissance très rapides à la même période, avec des taux compris entre 7 et 13% (Carte 1). De plus, le rythme de croissance des communes de la Sabana¹⁶ voisines de Bogota (Tableau 6) montre que cette dynamique de peuplement centrifuge franchit les limites administratives de la capitale. Observable dès la période intercensitaire 1973-1985, la croissance accélérée des communes périphériques se poursuit actuellement : au début des années 1990, le rythme de croissance des 8 communes voisines de Bogota est deux fois plus rapide (5,9% par an) que celui de la capitale (3%), et quasiment 10 fois plus rapide que celui des autres communes du département du Cundinamarca (0,6%) (Granados, 1992). Entre 1990 y 1995, on estime qu'un cinquième de l'accroissement démographique totale de l'aire métropolitaine de Bogota se réalise au delà des limites de la métropole proprement dite, dans la périphérie métropolitaine.

Ainsi, depuis le milieu des années 1970, la dynamique démographique de la capitale colombienne connaît de profondes mutations. Après une phase de croissance accélérée et concentrée sur la métropole, Bogota est entrée dans une étape de croissance moins soutenue, marquée par une dynamique de peuplement nettement centri-

CARTE 1



fuge au profit de la périphérie métropolitaine. A l'heure actuelle, comme d'autres villes du pays et la majorité des grandes villes latino-américaines, la capitale colombienne "est en train de vivre un processus rapide de métropolisation" (Giraldo et al, 1988), qui inclue un nombre croissant de communes contiguës au District, comme Soacha ou Chia, mais aussi des communes de la Sabana plus éloignées comme Madrid qui "seraient en train de polariser ce processus d'expansion" (Cuervo, 1992).

TABLEAU 6 - ÉVOLUTION DE LA POPULATION DE BOGOTA ET DES COMMUNES DE LA PÉRIPHÉRIE MÉTROPOLITAINE. 1951-1995

	Population (en milliers)					Taux d'accroissement annuel (%)				
	1951	1964	1973	1985	1990	1951-1964	1964-1973	1973-1985	1985-1990	1990-1995
Bogota	715	1.697	2.861	4.154	4.717	6,9	6,0	3,3	2,5	2,1
Cajicá	6	10	13	21	24	3,5	2,8	4,1	2,8	2,4
Chía	9	16	22	38	45	3,8	3,3	4,6	3,5	2,9
Cota	2	4	5	8	10	3,9	2,4	4,3	2,9	2,4
Funza	5	11	18	28	31	5,2	5,8	3,5	2,0	1,6
La Calera	7	11	12	17	18	3,0	1,3	2,9	1,3	1,0
Madrid	6	12	19	28	30	5,1	5,0	3,3	1,8	1,4
Mosquera	4	7	8	14	16	4,3	0,8	4,4	3,1	2,6
Soacha	20	25	39	114	169	1,6	4,8	8,9	8,0	9,1
Sous-total	61	96	136	268	343	3,3	3,8	5,6	5,0	5,9
Autres communes de Cundinamarca	847	1026	1040	1223	1259	1,5	0,1	1,4	0,7	0,6

Source : Granados, 1992.

Une transition très avancée, mais non généralisée

Profitant de l'ensemble des facteurs propices à une réalisation précoce et rapide du processus de transition démographique, à l'heure actuelle, Bogota présente globalement les plus faibles niveaux de fécondité et de mortalité du pays (figures 2 et 3). Les modalités de la transition renforcent l'effet d'une migration composée majoritairement de jeunes adultes sur la structure démographique de la capitale : la proportion d'adultes de 15 à 64 ans y est très élevée (64, 6% en 1990). Cette structure par âge maintient le taux d'accroissement naturel à un niveau élevé : de l'ordre de 2,1% en 1980-1985, ce taux ne passera en dessous de 1,5% que dans les dernières années de ce siècle. Comme pour les autres grandes villes colombiennes, la croissance naturelle de cette population jeune devient le moteur principal de la croissance de Bogota : tandis qu'en 1979 la migration expliquait 49% de la croissance de Bogota, elle n'est plus responsable que de 22% de celle-ci en 1990 (Yepes et Bosoni, 1993).

Ces chiffres globaux ne sauraient masquer un trait essentiel de la situation démographique de la capitale : la persistance de différences majeures selon les classes sociales. Des estimations établies à partir du recensement de 1985 montrent comment les différentiels de fécondité et de mortalité infantile expriment directement les grandes inégalités économiques de la population de Bogota (Tableau 7). En 1985, les

femmes classées comme "non pauvres"¹⁷ n'avaient, certes, que 1,9 enfants ; mais les femmes classées "pauvres" en avaient quasiment le double (3,6), et celles les plus démunies, "en situation de misère", 4,3. De même, la population "en situation de misère", cumulant les problèmes de conditions d'hygiène, d'accès à l'eau potable, et de nutrition, avait un taux de mortalité infantile de 48,1‰, tandis que parmi la population "non pauvre" ce taux n'était quasiment que de la moitié (28‰).

TABLEAU 7 - TAUX GLOBAL DE FÉCONDITÉ ET TAUX DE MORTALITÉ INFANTILE SELON LA CONDITION DE PAUVRETÉ. BOGOTA 1985

Condition de pauvreté	Taux global de fécondité (enfants / femme)	Taux de mortalité infantile (‰)
Non pauvres	1,9	28,0
En situation de pauvreté	3,6	37,7
En situation de misère	4,3	48,1
TOTAL Bogota	2,5	31,3

Source : Estimations à partir du recensement de 1985

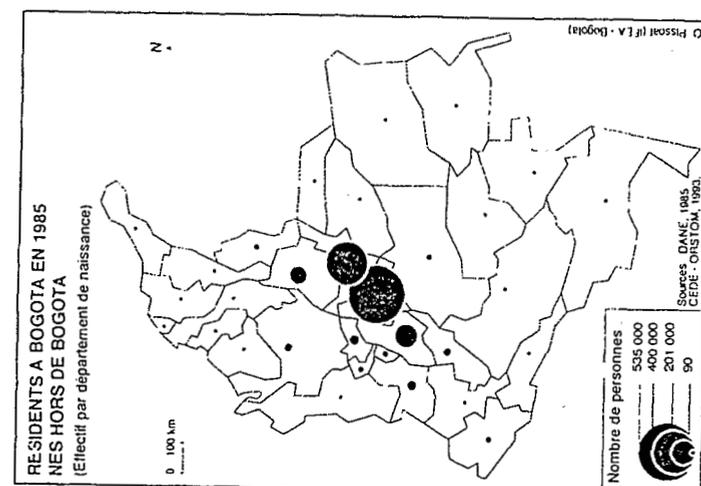
Les faibles niveaux de fécondité et de mortalité infantile s'observent dans les groupes qui bénéficient à la fois des meilleures conditions de logement, d'un meilleur niveau d'éducation, d'une meilleure connaissance et d'un accès plus facile aux moyens modernes de planification familiale : en outre, c'est dans ce segment de la population qu'on observe la plus forte influence des changements culturels et la plus forte participation de la femme aux activités économiques hors du foyer. Mais, dans le même temps, la fécondité des femmes pauvres de Bogota est toujours en 1990 presque aussi élevée que celle des femmes rurales, et les plus démunies d'entre elles, en situation de misère, ont même plus d'enfants que dans les campagnes. Dans une ville qui compte le quart de sa population en dessous du seuil de pauvreté, et 6% en situation de misère, ce sont donc plus d'un million et demi d'habitants qui restent en marge de la tendance démographique générale : tout en résidant dans la capitale, qui a les meilleurs indicateurs de santé du pays, leur situation économique les maintient dans la situation démographique des campagnes colombiennes.

La migration vers Bogota : caractéristiques générales

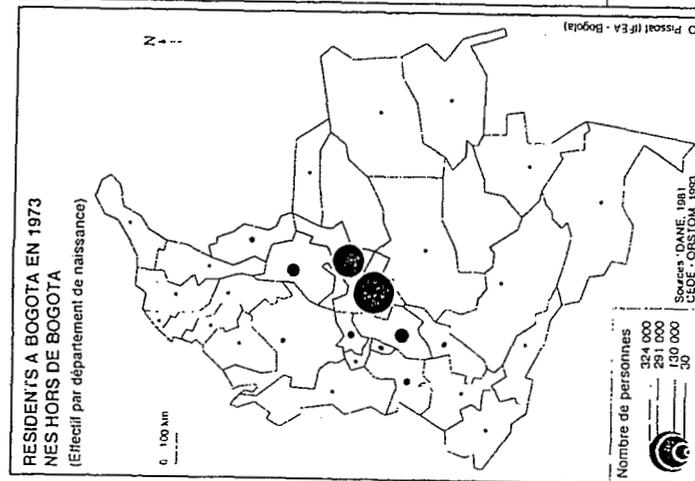
Un bassin migratoire concentré et stable

Plus de la moitié des migrants à Bogota sont natifs de deux départements : le Cundinamarca, où est situé Bogota, rassemble à lui seul près du tiers des migrants (32% en 1973, 31% en 1985), et le Boyaca, département voisin, le quart (24% en 1973, 23% en 1985). Pour une capitale nationale, le degré de concentration du bassin migratoire paraît donc extrême. Hormis ces deux départements, seuls le Tolima et le

CARTE 2 B



CARTE 2 A



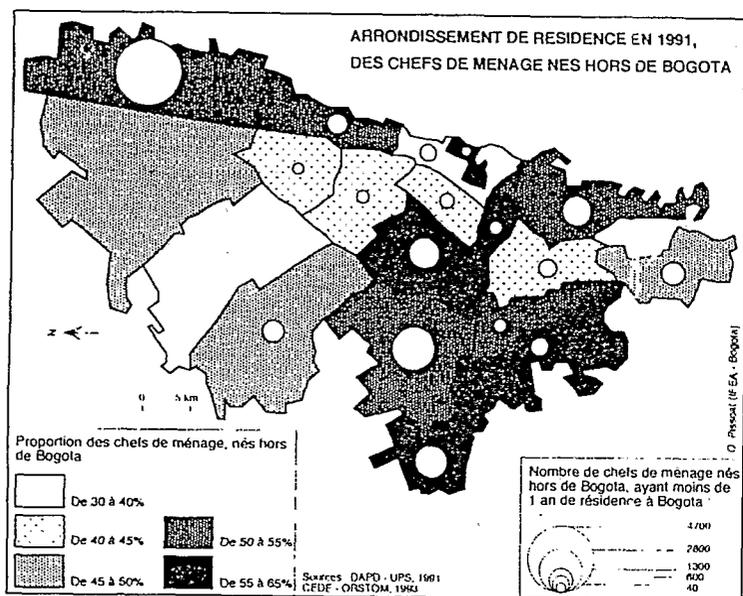
Santander regroupent plus de 5% de la population migrante de Bogotá. Si le caractère régional de la majeure partie de la migration à Bogotá correspond à un phénomène commun aux plus grandes villes colombiennes expliquant, nous l'avons vu, la conformation du système urbain colombien, par contre seule la capitale échappe à une application exclusive de ce schéma : le quart des migrants vers Bogotá provient de l'extérieur du bassin migratoire formé par les quatre départements voisins. La comparaison des cartes 2a et 2b souligne la très grande stabilité de la composition géographique des flux de population dirigés vers Bogotá : entre 1973 et 1985, on ne décèle aucune évolution, même minime. Cette stabilité se vérifie pour les plus grandes villes colombiennes jusqu'en 1990 : "De 1982 à 1990, les changements dans le lieu d'origine sont minimes, de sorte que les départements qui contribuent le plus à une ville donnée demeurent les mêmes, et les variations en pourcentage sont faibles." (Rubiano, 1992).

. La très grande diversité des migrants

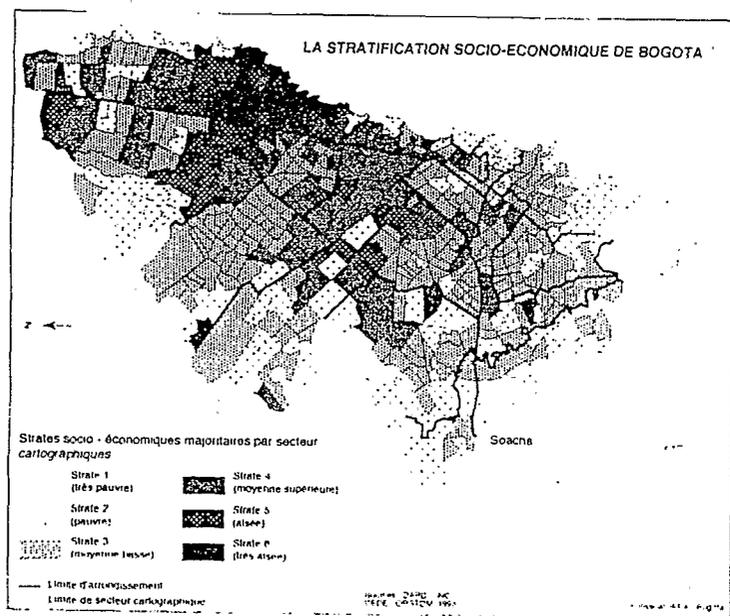
Urrutia (1990) le souligne à juste titre, l'image classique du migrant paysan, pauvre, occupant des emplois marginaux a été démentie dès les premières enquêtes sur la migration réalisées au début des années 1960. Le recensement de 1985 confirme le caractère urbain du lieu de provenance des personnes qui ont immigré à Bogotá entre 1980 et 1985 : à côté d'un flux de ruraux en provenance, pour l'essentiel, de son bassin migratoire régional, Bogotá draine une population citadine, en provenance des capitales départementales, qui représente 53% des migrants arrivés à Bogotá entre 1980 et 1985. Selon le département de provenance, la proportion relative de migrants d'origine urbaine et de migrants d'origine rurale varie dans de grandes proportions : du fait de la plus forte sélectivité de la migration sur les migrations à longue distance, l'attraction de Bogotá s'exerce sur des populations rurales proches de la capitale, tandis qu'elle attire une autre catégorie de population des départements plus éloignés, plus citadine.

Cette composition particulière des lieux de provenance des migrants vers Bogotá a une incidence directe sur les caractéristiques de la population immigrant à Bogotá : composite dans ses origines, celle-ci est nécessairement très hétérogène quant à ses caractéristiques sociales, son mode d'insertion et son impact sur la dynamique de la capitale. Certes, l'on retrouve globalement dans la capitale colombienne les traits généraux, souvent mis en évidence, de la migration à destination urbaine en Amérique latine : caractère féminin depuis les années 1950, accentué au cours des années 1970 (Yepes et Arias, 1976), et jeunesse des migrants (âge moyen à la migration légèrement supérieur à 20 ans). Cependant, il faut aussi souligner le caractère éminemment divers de la population migrante, démontré par l'analyse des données de l'enquête "Pobreza y Calidad de Vida" réalisée fin 1991 à Bogotá. Dans les

CARTE 3



CARTE 4



années 1990 comme il y a déjà vingt ans, la migration vers la capitale colombienne y amène une population de tout niveau d'éducation : "*Migrants enter Bogota at all social strata, from the very lowest to the very highest*" (Simmons et Cardona, 1970). Qu'il s'agisse des causes, des formes de la migration ou des modalités de l'insertion des migrants à Bogota, demeure cette dimension essentielle de la migration vers la capitale colombienne : une diversité encore plus grande que celle observée dans d'autres métropoles du continent.

Le rôle croissant des quartiers périphériques consolidés dans la réception des migrants

Tout à fait logiquement, l'hétérogénéité de la population des migrants à Bogota se traduit dans leur implantation spatiale dans la capitale. Que ce soit en termes de localisation, de stratification socio-économique, de type de logement ou de statut d'occupation du logement, les non natifs de Bogota occupent l'ensemble du parc de logement existant dans la capitale. Si l'on replace la géographie des lieux de résidence des chefs de ménage non natifs de Bogota (Carte 3) dans le schéma d'implantation spatiale des différentes catégories sociales dans la capitale (Carte 4), la diversité sociale des quartiers comptant les plus fortes proportions de migrants est manifeste.

Si l'on ne retient que les migrants les plus récents (moins d'un an de présence à Bogota), l'arrondissement d'Usaquen, à l'extrême nord-est de Bogota, se distingue nettement du reste de la ville (Carte 4) : 12% des chefs de ménage résidant à Usaquen en 1991 sont des migrants arrivés depuis moins d'un an à Bogota. En 1991, près du quart des migrants arrivés depuis moins d'un an à Bogota se sont installés à Usaquen. Cet arrondissement joue actuellement un rôle très net d'accueil des migrants lors de leur arrivée à Bogota. A un moindre degré, Usme et Bosa remplissent également cette fonction : ces deux arrondissements concentrent 16% du total des migrants ayant moins d'un an de résidence à Bogota, tandis qu'ils rassemblent seulement 7% de la population totale de la capitale.

Tous les quartiers assurant en 1991 une fonction de réception des migrants sont situés dans la partie périphérique de la ville ; à l'opposé, les quartiers centraux sont tous sous-représentés parmi les migrants récents, en relation à leur poids dans la population totale de Bogota. Le schéma des migrants s'installant d'abord dans les quartiers centraux avant de migrer vers la périphérie, mis en avant en 1976 par Cardona ne se vérifie absolument plus au début des années 1990. Bogota suit donc la même évolution que de nombreuses autres villes latino-américaines, à savoir un déplacement de la zone d'accueil des migrants, depuis les quartiers centraux dégradés du centre ville assurant traditionnellement cette fonction, vers les quartiers périphériques.

Au delà de la spécificité des différents quartiers de la capitale quant à la fonction qu'ils assurent actuellement dans l'accueil des migrants, les caractéristiques socio-

économiques de ceux-ci, mais aussi leurs comportements résidentiels et l'intensité des réseaux d'information et d'entraide entre les originaires d'une même région contribuent à dessiner des modèles d'implantation spatiale propres à chaque courant migratoire. Le premier logement dans la capitale, fortement déterminé par les réseaux d'entraide sur lequel s'appuie le migrant, se révèle en effet décisif pour la suite de la trajectoire résidentielle des migrants dans Bogota : c'est à partir de ce premier logement que se définit, dans une large mesure, un espace de mobilité intra-urbaine du migrant à Bogota, au sein de l'espace qui lui est accessible sur le plan économique dans cette ville où la ségrégation sociale est particulièrement marquée.

DES DYNAMIQUES RÉSIDENTIELLES QUI IMPOSENT D'AGIR SANS ATTENDRE LE TROISIÈME MILLÉNAIRE : L'EXEMPLE DE SOACHA, AU SUD DE BOGOTA

Au sein de l'aire métropolitaine de Bogota, Soacha est l'une des communes jouant un rôle de grande importance : le taux d'accroissement du chef-lieu dépasse les 10% annuels depuis une vingtaine d'années et, en 1985, cette commune rassemblait déjà le quart de la population de la périphérie métropolitaine de Bogota. L'administration municipale estime la population actuelle à plus de 250 000 personnes.

. Soacha, un quartier de Bogota. . .

Depuis une dizaine d'années, une grande partie des quartiers illégaux de la capitale se développe sur cette commune¹⁸. En effet, à Bogota comme dans de nombreuses capitales de la région, le coût du logement produit par le secteur capitaliste le rend inaccessible aux classes populaires. Et le logement social subventionné par l'État demeure numériquement insuffisant par rapport à la demande, et lui aussi difficile d'accès aux populations les plus pauvres, du fait des mécanismes de financement mis en place. Pour se loger, les classes pauvres de Bogota doivent donc adopter une des options suivantes : la suroccupation des logements, ou l'autoconstruction avec occupation illégale du terrain (Jaramillo, 1992). La participation des quartiers illégaux à l'expansion spatiale de Bogota est notable, et va en s'accroissant : responsable de moins de 20% de l'expansion dans les années 1960, l'occupation illégale de terres périphériques expliquerait le tiers de l'expansion spatiale de la capitale durant les années 1980, et plus de la moitié au début des années 1990 (Hataya et al, 1990). A l'heure actuelle, du fait de la pénurie de terrains disponibles à l'intérieur du périmètre urbain du District de Bogota, une grande partie de ces occupations se réalisent dans les municipalités périphériques, au contrôle des terres sans doute plus lâche : c'est le cas notamment à Soacha, où l'autoconstruction illégale est devenu le mode

de production du logement majoritaire. Ce déplacement géographique, hors des limites du District de Bogota, s'accompagne d'un changement de nature : du fait des conditions topographiques plus difficiles, le lotissement clandestin, moins rentable, cède plus souvent la place à l'invasion.

Les enquêtes réalisées en 1993 montrent clairement le système de peuplement des quartiers illégaux de la partie orientale de Soacha. Outre une composante, minoritaire, de population originaire de Bogota, la majorité des familles ont à leur tête des migrants nés en dehors de Bogota et de la périphérie métropolitaine, qui ne se sont pas installés directement dans le secteur, mais sont passés d'abord par une phase dans le secteur locatif dans le District de Bogota le plus souvent, parfois aussi dans d'autres secteurs de Soacha. Avant d'acquiescer un logement dans un quartier illégal, que ce dernier soit le résultat d'une invasion ou d'un lotissement clandestin¹⁹, ces familles ont suivi un itinéraire, de durée très variable, marqué par de multiples changements de logement dans le secteur locatif. Contrairement à une idée trop répandue, les occupations illégales de terres ne sont pas le terrain d'installation privilégiée de migrants récents, qui suivraient une trajectoire linéaire d'insertion allant de l'habitat précaire illégal à l'accès au secteur locatif, puis éventuellement à la propriété dans des quartiers consolidés : les modalités de réalisation de ces occupations illégales de terres supposent l'existence d'un réseau de relations permettant d'avoir accès à l'information, condition difficilement accessible au migrant fraîchement débarqué.

Dans cette trajectoire résidentielle allant de la location à l'occupation illégale, le processus de consolidation des quartiers illégaux constitue une donnée essentielle : il se traduit par une offre importante de logements en location, de nombreux habitants de ces secteurs adoptant cette solution pour compléter leurs revenus. C'est pourquoi, suivant le processus d'expansion de la capitale, la proportion des migrants s'installant en premier lieu dans les quartiers centraux de la capitale devient minoritaire, au regard de ceux s'installant directement dans les arrondissements périphériques du District de Bogota, ou dans les communes de la périphérie. L'épuisement des possibilités de logement en location dans les quartiers centraux du District, conjuguée à l'apparition d'une offre dans les parties consolidées des arrondissements périphériques, et maintenant dans les communes de la périphérie métropolitaine, explique cette évolution. L'exemple de Soacha nous permet d'analyser les comportements résidentiels et les caractéristiques de la production du logement qui la sous-tendent dans le cas des populations les plus pauvres.

Sur le plan démographique, Soacha se comporte exactement comme un quartier de Bogota, sans autre spécificité que celles liées à sa localisation au sud pauvre de la capitale. Cette commune participe totalement à la dynamique démographique de Bogota, comme tout autre arrondissement périphérique tel que celui de Bosa : elle reçoit directement dans ses quartiers consolidés une partie de la migration vers la capitale et fait partie des solutions résidentielles des groupes défavorisés de la population résidant déjà à Bogota.

... exclu de la capitale

Si les quartiers populaires situés sur la partie plane de la commune de Soacha se consolident et se densifient très rapidement, il n'en n'est pas de même dans les quartiers du secteur des Altos de Cazuca occupant des versants abrupts, soumis à une érosion très active et à de forts risques d'éboulement : les Altos de Cazuca comptent une proportion de maisons en matériaux précaires encore élevée même plusieurs années après l'occupation du terrain, et ne se densifient absolument pas. Une fois épuisée la ressource traditionnelle des urbanisateurs pirates, à savoir les terrains plats inondables du sud et sud-ouest de la capitale, les occupations illégales de terres se portent sur les seuls espaces libres, correspondant aux reliefs du sud de la capitale, dont ceux situés sur le territoire municipal de Soacha. Les caractéristiques physiques de la zone, la faiblesse des investissements de la part d'une population à très bas revenus et n'ayant que peu d'espoirs de légalisation rapide de son terrain, rendent la consolidation de ce secteur problématique, voir quasi impossible dans les parties les plus escarpées. La règle générale caractérisant les quartiers illégaux de Bogota dans les années 1980 qui voulait que l'habitat en matériaux précaires cède rapidement la place à des constructions en dur, se trouve de ce fait largement remise en cause.

De plus, la limite du District, si elle n'arrête d'aucune manière l'étalement de Bogota, a en revanche des conséquences importantes tant pour les familles vivant à Soacha que pour la gestion urbaine. En effet, une commune périphérique comme Soacha, condamnée à recevoir les populations les plus pauvres de la capitale et ne pouvant satisfaire leur besoin de logement que dans ces conditions doit faire face au développement de quartiers d'expansion de la capitale avec des coûts d'équipement très élevés du fait d'une topographie particulièrement difficile. Et l'accord 06 de 1990 régissant le développement de Bogota institue, que désormais pour obtenir des entreprises de Bogota le raccordement aux réseaux d'eau potable et d'égout, les municipalités doivent autofinancer les coûts de l'infrastructure nécessaire pour étendre le réseau. A une situation antérieure de tolérance à l'extension progressive des périmètres de desserte des entreprises de Bogota, hors des limites du District, la nouvelle législation, qui par ailleurs ne prévoit aucun mécanisme de redistribution des ressources financières entre les collectivités locales, aboutit à une exclusion de fait des municipalités les plus pauvres de certains services publics.

Ce nouveau contexte légal se conjugue donc avec une topographie compliquant, voire interdisant, la consolidation de certains quartiers, pour compromettre le processus traditionnel qui permettait aux familles pauvres de Bogota, au prix d'une grande solidarité au niveau du quartier et de sacrifices personnels lourds et prolongés, d'accéder à la terre et à un logement qui acquerrait progressivement tous les attributs d'un logement produit par le secteur formel de la construction. En l'absence de reconnaissance légale des réalités actuelles de la dynamique de Bogota, qui intègre un nombre croissant de communes contraintes à jouer des rôles spécifiques dans le

système métropolitain, demeure exclu de la capitale un nombre grandissant de citadins appartenant à la frange la plus pauvre, alors que, de fait, ils vivent dans un quartier de Bogota. En franchissant les limites administratives du District de Bogota, la logique de ségrégation résidentielle se révèle encore plus lourde de conséquences. Près d'un million et demi de pauvres doivent survivre et se loger aujourd'hui dans la capitale colombienne, et leur nombre augmente chaque année au rythme de la population de la capitale : pour arrêter la mécanique d'exclusion actuelle, terriblement efficace, une réforme territoriale s'impose sans plus attendre.

NOTES

- ¹ *Departamento Administrativo Nacional de Estadística*, équivalent de l'INSEE en France.
- ² L'enquête réalisée à Bogota s'inscrit dans une recherche menée depuis 1992 par F. Dureau, C.E. Florez et M.C. Hoyos, dans le cadre d'une convention CEDE - ORSTOM sur "Les formes de mobilité de la population de Bogota et son impact sur la dynamique de l'aire métropolitaine". Le système d'enquête combine : une observation statistique comportant 2 passages à un an d'intervalle (octobre 1993 et 1994), auprès d'un échantillon de 1031 ménages, sélectionnés dans 7 quartiers de Bogota et 4 municipalités périphériques de l'aire métropolitaine; et une observation anthropologique auprès d'un sous-échantillon de 66 ménages résidant dans ces 4 municipalités. Pour une description détaillée du système d'enquête et une analyse plus complète des résultats sur Soacha, voir : Dureau et al 1994.
- ³ Nombre annuel de décès, divisé par la population moyenne.
- ⁴ Durée moyenne de vie d'un individu soumis au modèle de mortalité en cours.
- ⁵ Entre 1975 et 1988, alors que le taux de décès par cause naturelle diminuait pour les deux sexes (passant de 5,7‰ à 3,7‰), le taux de décès par homicide est passé de 0,33‰ à 1,11‰ chez les hommes, et de 0,03‰ à 0,08‰ chez les femmes (Ruiz et Rincon, 1991).
- ⁶ Concernant les enfants de moins de un an.
- ⁷ Nombre annuel de naissances vivantes, divisé par la population moyenne.
- ⁸ Nombre moyen d'enfants par femme durant sa période reproductive.
- ⁹ Les informations chiffrées de ce chapitre sont issues de Rincon (1994) qui a effectué une révision et une extension jusqu'à l'année 2050 des projections réalisées par le DANE en 1991.
- ¹⁰ Au sens du DANE, c'est-à-dire tous les chefs-lieux des Municipales, sans critère de taille minimum.
- ¹¹ Voir définitions dans le Tableau 3.
- ¹² Voir le Tableau 1 de l'article de V. Gouëset.
- ¹³ Voir article dans cette publication.
- ¹⁴ Ce chiffres correspondent à des informations non officielles, non diffusées par le DANE. Ils diffèrent de ceux du Tableau 6, qui eux sont issus de projections à partir du recensement de 1985, seule source d'information démographique publique disponible pour l'ensemble de l'aire métropolitaine.
- ¹⁵ Le District de Bogota est divisé en 20 "Alcaldías menores", appelées ici "arrondissements".
- ¹⁶ La Sabana désigne la plaine de la Cordillère orientale située à environ 2600 m d'altitude.

sur laquelle s'est développé Bogota. Outre le District de Bogota, environ 25 communes du département de Cundinamarca sont situées sur cette plaine, bordée par des reliefs plus élevés.

- ¹⁷ Selon le critère de NBI (Nécessités de base non satisfaites). Un ménage est classé "pauvre" s'il présente une des caractéristiques suivantes : logement déficient, absence de services de base, surpopulation, forte dépendance économique, enfants non scolarisés. Un ménage est classé "en situation de misère" s'il présente au moins deux de ces caractéristiques (DANE, 1989).
- ¹⁸ En 1993, 25 % (que ce soit en termes de nombre de logements ou de superficie) des quartiers subnormaux de Bogota et sa banlieue sont localisés à Soacha. A titre de comparaison, Ciudad Bolivar, systématiquement identifié comme "le" quartier marginal de Bogota, ne rassemble à la même date que 24% des logements et 17% de la superficie des quartiers subnormaux de Bogota (Cortes, 1993).
- ¹⁹ L'invasion (occupation de terrains non mis en valeur sans le consentement du propriétaire, pour y établir un quartier) et lotissement clandestin (basé sur la vente de lots sous-équipés ne remplissant pas les règles d'urbanisme) sont systématiquement abordés dans la littérature latino-américaine sur la question du logement. En fait, cette dichotomie dans les modes d'occupation illégale de terres n'est pas toujours si nette. A Soacha, deux quartiers ont été créés par un lotisseur pirate bien connu, qui n'était en aucune façon propriétaire du terrain ; il a commencé par occuper le terrain en organisant une invasion collective, avant de le diviser et vendre des lots d'un terrain acquis illégalement.

BIBLIOGRAPHIE

a) Références sur les questions de population et les questions urbaines en Amérique latine

- CHACKIEL J., VILLA M., 1993. *América Latina y el Caribe : dinámica de la población y desarrollo*. Santiago de Chile, Naciones Unidas, 119 p.
- COSIO M. E., 1995. "Concentration urbaine et transition démographique. Paris, La Documentation Française", *Problèmes d'Amérique latine*, n° 14, pp. 47-62.

b) Références sur les questions de population et les questions urbaines en Colombie

- BANGUERO et al, 1983. "Desarrollo socioeconómico y cambio poblacional en Colombia, 1938-80". *Informe final a Colciencias*. Bogota, Universidad de los Andes, CEDE, 602 p.
- BANGUERO H., 1985. "El proceso migratorio en Colombia : determinantes y consecuencias". Universidad del Valle, *Boletín socioeconómico* n° 13, pp. 23-36.
- DANE, 1981. "XIV Censo de población y III de vivienda. Octubre de 1973". *Resumen nacional*. Bogota, DANE, 490 p.
- DANE, 1992. *Colombia : proyecciones subnacionales de población 1985-2000*. Bogota, DANE, 170 p.
- DELER J. P., 1991. *Improbable Colombie*. in : *Géographie Universelle*, Vol. Amérique latine, BATAÏLLON C., DELER J. P., THERY H. (ed. scient.), Paris, Hachette - Reclus, pp. 247-263.

- DELER J. P., 1994. "Un espace marqué par la métropolisation". Paris, La Documentation Française, *Problèmes d'Amérique latine*, n° 14, pp. 37-45.
- FLOREZ C. E., ECHEVERRI R. et MENDEZ R., 1987. "Caracterización de la Transición Demográfica en Colombia". in : *El Problema Laboral Colombiano. Informes a la Misión Chenery*, J. A. OCAMPO y M. RAMIREZ (ed.), Bogota, Contraloría General de la República, Departamento Nacional de Planeación et Servicio Nacional de Aprendizaje SENA, pp. 11 - 35.
- FLOREZ C. E. et al, 1988. "Evaluación de la Cobertura del Censo de Población de 1985 y Proyecciones de Población 1985-2000". *Informe Final al DANE*. Tomo 2. Bogota, Universidad de los Andes, CEDE, 1321 p.
- FLOREZ C. E., 1990. *La Transición Demográfica en Colombia : efectos en la formación de la familia*. Bogota, Universidad de los Andes - Universidad de las Naciones Unidas, Ediciones Uniandes, 242 p.
- FLOREZ C. E. et CANO M. G., 1993. *Mujeres Latinoamericanas en Cifras : Colombia*. Santiago du Chili - Madrid, FLACSO et Instituto de la Mujer, Ministerio de Asuntos Sociales de España, 119 p.
- FLOREZ C. E., 1994. *Los Grupos de Alta Fecundidad en Colombia*. 1990. Santiago du Chili, CELADE, Documento No. LC/DEM/R. 212, Serie A, No. 292, 82 p.
- FLOREZ C. E., MENDEZ R., 1995. *El nivel de subregistro de las defunciones, Colombia, 1990*. Informe final al Ministerio de Salud. Bogota, 147 p.
- KUGLER et al, 1984. *Investigación socioeconómica para la Planeación*. Bogota, CCRP, Area socioeconómica.
- O. E. A., 1985. *Migraciones laborales en América Latina. Diagnóstico Demográfico : Colombia*. Washington, Organización de los Estados Americanos, Secretaría para Asuntos Económicos y Sociales, 121 p.
- POTTER J., ORDOÑEZ M. et MEASHMAN A. R., 1976. "The rapide decline in colombian fertility". *Population and development review*, n° 2, 509-528.
- PROFAMILIA. 1991. *Encuesta de Prevalencia, Demografía y Salud*, 1990. Bogota, Profamilia, DHS/IRD, 243 p.
- RINCON M., 1994. "Crecimiento y estructura poblacional". in : *Seminario Nacional sobre Población Desarrollo, Memorias*, Girardot, Marzo de 1994. Bogota, DNP - FNUAP - Comité técnico preparatorio de la conferencia internacional sobre población y desarrollo de El Cairo, pp. 62-81.
- RUBIANO N., 1992. *Tendencias Migratorias de la Fuerza de Trabajo y su Relación con el empleo urbano. 1982-1991*. Bogota, Ministerio de Trabajo y Seguridad Social, Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo y Organización Internacional del Trabajo, Documento No. 27, Política de Empleo y modernización económica, 84 p.
- RUEDA J. O., 1979. *Migraciones internas en Colombia, 1973 : una aproximación al análisis regional*. Bogota, Ministerio de Trabajo y Seguridad Social, SENALDE, Migraciones Laborales n° 3, pp. 155-196.
- RUIZ M. et RINCON M., 1991. *Accidentes y Muertes Violentas en Colombia. Un estudio sobre las características y las consecuencias demográficas. 1965-1988*. Instituto Nacional de Salud (INS - Colombia), Centro Latinoamericano de Demografía (CELADE - San José de Costa Rica), 53 p.
- URRUTIA M. (ed. scient.), 1990. *40 años de desarrollo social, su impacto social*. Bogota, Biblioteca Banco Popular, Textos universitarios, 207 p.

c) Références sur Bogota et les municipalités de la périphérie métropolitaine

- CORTES R. , 1993. *Evaluación y criterios de manejo de los inventarios de zonas subnormales. Manejo cualitativo de los datos sobre una muestra de 10 ciudades*. Bogota, INURBE. 40 p.
- CUERVO L. M. . 1992. *El futuro de la Capital. Un estudio de prospectiva urbana. Localización de la actividad económica*. Bogotá, Alcaldía Mayor de Santa Fe de Bogotá, Misión Bogotá Siglo XXI, 102 p.
- CUERVO L. M. , 1995. *Génesis histórica y constitución de Bogotá como ciudad moderna*. Bogota, rapport multigr. , 134 p.
- DANE, 1989. *La Pobreza en Bogotá : 1985. Descripción cuantitativa*. Bogota, DANE - PNUD - UNICEF - DNP, 183 p. +ann.
- D. A. P. D. . 1990. *Estatuto para el ordenamiento físico del Distrito especial de Bogotá. Acuerdo 6 de 1990. Bogota, Alcaldía Mayor de Santafé de Bogotá*, Departamento Administrativo de Planeación Distrital, 296 p.
- DUREAU F. , FLOREZ C. E. , HOYOS M. C. , 1994. "El programa de investigación CEDE-ORSTOM sobre las formas de movilidad de las poblaciones de Bogotá y su impacto sobre la dinámica del área metropolitana : metodología del sistema de encuestas". Bogota, Universidad de Los Andes, CEDE, *Revista Desarrollo y Sociedad*, n°34, pp. 73-94.
- DUREAU F. , HOYOS M. C. , FLOREZ C. E. , 1994. "Soacha : un barrio de Bogotá. Movilidad y acceso a la vivienda de la población de los sectores orientales del municipio". Bogota, Universidad de Los Andes. CEDE, *Revista Desarrollo y Sociedad*, n° 34, pp. 95-148.
- GIRALDO ISAZA F. , GONZALEZ MURILLO H. , 1988. "Algunas dimensiones del desarrollo de Bogotá". in : *Bogotá 450 años. Retos y realidades*. Bogota, Foro Nacional por Colombia, IFEA, pp. 95-129.
- GRANADOS M. del P. , 1992. *El futuro de la Capital. Un estudio de prospectiva urbana. Desarrollo poblacional*. Bogota, Misión Bogotá Siglo XXI, 133 p.
- HATAYA N. , ALFONSO O. , CAICEDO C. , CUERVO L. M. , 1993. *Problemas urbanos y descentralización fiscal en Colombia : el caso de los servicios públicos en algunos barrios populares de Bogotá*. Bogota, IDEM - CINEP, 160 p.
- JARAMILLO S. , 1990. "La estructura urbana y la vivienda en Bogotá". in : *Vivir en Bogotá*. Bogota, Ediciones Foro nacional para Colombia, pp. 51 - 85.
- JARAMILLO S. , 1992. *La vivienda en Bogota*. Bogota, Universidad de los Andes, Documento CEDE 087, 81 p.
- SIMMONS A. B. , CARDONA. R. . "Rural-urban migrations : who comes, who stays, who returns? The case of Bogotá. Columbia, 1929-1968" in : pp. 166-181.
- YEPES D. , ARIAS J. , 1976. "Inmigración a Bogotá : 1922-1972". Bogota, *Revista de Planeación y Desarrollo*, Vol. VIII, n° 2, pp. 207 - 226.
- YEPES F. J. , BOSONI M. , 1993. "El futuro de la Capital. Estudio prospectivo de salud". Bogota, Misión Bogotá Siglo XXI, 110 p.

GREDDAL

LA COLOMBIE
à l'aube du troisième
millénaire

JEAN-MICHEL BLANQUER
CHRISTIAN GROS
Coordinateurs

Editions de
L'HEAL